



Projet régional de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts dans le bassin du Congo



**VOYAGE D'ETUDE SUR LE PARTAGE
D'EXPERIENCES DES PAYS DE LA COMIFAC SUR
LES PROJETS PILOTES REDD+ DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)
KISANGANI, AOUT 2013**

RAPPORT DE MISSION

Kinshasa Août 2013



Projet régional de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts dans le bassin du Congo



**VOYAGE D'ETUDE SUR LE PARTAGE
D'EXPERIENCES DES PAYS DE LA COMIFAC SUR
LES PROJETS PILOTES REDD+ DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)
KISANGANI, AOUT 2013**

RAPPORT DE MISSION

Kinshasa Août 2013

Table des matières

1. Contexte.....	3
2. Objectifs.....	3
3. Résultats attendus	4
4. Participants	4
5. Durée et agenda de la mission	4
6. Déroulement de la mission	4
7. Leçons apprises et recommandations	10
8. Conclusion	11
ANNEXES.....	12
Annexe 1 : Liste de présence.....	13
Annexe 2 : Programme Final adopté et réalisé	14
Annexe 3 : rapport de la séance de discussion.....	15

1. Contexte

Les six pays forestiers du Bassin du Congo (Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Guinée Equatoriale, Gabon et République du Congo) se sont engagés à coordonner leurs efforts au niveau régional pour la conservation et la gestion durable de leurs forêts. Ces pays ont clairement indiqué leur intérêt à développer des mécanismes nationaux pour réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD). Au-delà des initiatives nationales, il est pertinent de suivre les questions REDD au niveau régional afin de s'assurer de la coordination entre les pays et du partage d'objectifs commun. Cette coordination peut permettre à terme de bénéficier d'économies d'échelle.

La COMIFAC a bénéficié en août 2011 d'un don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour la mise en œuvre du Projet régional de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts dans le Bassin du Congo (en abrégé ci-après PREREDD+). L'objectif de développement de ce projet est de renforcer les capacités des pays du Bassin du Congo sur les questions liées à la REDD+ et en particulier sur les mesures de stocks de carbone forestier.

Le PREREDD+ comporte quatre composantes. La composante *I.a* vise à renforcer l'amélioration des connaissances et des coordinations REDD+ dans le Bassin du Congo. En application des activités prévues dans le document du projet REDD+, l'unité de gestion de ce projet a planifié dans le PTBA 2013 un voyage d'étude dans une région de forêts tropicale en vue d'une capitalisation des expériences en matière de Projet Pilote REDD+.

Il a été retenu d'organiser cette visite en RDC parce que ce pays est relativement, le mieux avancé en Afrique centrale en matière de REDD+ et surtout parce qu'elle dispose de plusieurs projets pilotes orientés REDD+. Après discussions avec la coordination nationale de la RDC il a été retenu l'idée d'organiser ces visites sur le site pilote d'**Isangi (120 kilomètres de Kisangani) dans la Province orientale**. Les membres du comité de pilotage ont décidé et proposé la participation de deux (2) personnes par pays pour cette visite.

2. Objectifs

L'objectif de cette visite était de partager les expériences de la RDC avec les autres pays de l'espace COMIFAC concernés par le projet régional REDD+.

Spécifiquement il s'agissait de :

- promouvoir l'échange d'information et le partage d'expériences afin de stimuler l'apprentissage des pays sur cette thématique ;
- fournir aux points focaux des informations pertinentes pour les aider dans le cadre des négociations internationales ;
- contribuer au renforcement des capacités des experts du domaine

3. Résultats attendus

- Des expériences de la RDC sur les projets pilotes REDD+ ont été présentées aux participants ;
- Des leçons apprises ont été tirées par les participants sur la base des échanges.

4. Participants

Les participants étaient issus des coordinations nationales REDD+ des pays couverts par le projet régional et des représentants des organisations de la société civile régionale impliquées dans la REDD+. Toutes les délégations attendues ont pris part à cette mission, exceptée celle de la République du Congo. La liste des participants à cette mission est en annexe 1.

5. Durée et agenda de la mission

La mission a duré sept (7) jours et l'agenda adopté est joint en annexe 2.

6. Déroulement de la mission

a) 1^{ère} Journée, 11 août 2013 : arrivée à Kinshasa des différentes délégations



b) 2^{ème} Journée, 12 Août 2013 :

Séance de travail à la Coordination Nationale REDD+ RDC

La délégation conduite par le Coordonnateur du Projet Régional REDD+ de la COMIFAC, s'est rendue à la CNREDD+ pour une séance de travail. La réunion a permis de mettre au point les détails logistiques et les formalités avant le départ pour Kisangani. Compte tenu des contraintes des personnes à rencontrer, un nouvel agenda a été adopté. L'agenda final adopté est en annexe 2 de ce rapport.

Visite chez le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT)

La délégation s'est rendue au MECNT accompagnée de la Coordination Nationale REDD+ pour une visite de courtoisie à Monsieur le Secrétaire Général du MECNT. Une présentation des TDR de la mission lui a été faite ainsi que l'agenda harmonisé.

Celui-ci, après les souhaits de bienvenu s'est enquis de l'état de préparation de la mission de terrain, après quoi, il a apporté un appui logistique au bon déroulement de la mission par la mise à disposition d'un bus de transport urbain du Ministère et d'un chauffeur.

c) 3^{ème} Journée, 13 août 2013 :

Départ de Kinshasa pour Kisangani

La délégation a été accueillie par le Point Focal REDD+ de la Province Orientale, accompagnée du Coordonnateur de l'Organisation Congolaise des Ecologistes et Ami de la Nature (OCEAN), l'ONG porteur du projet pilote d'Isangi.

❑ Séance de travail avec le Ministre Provincial en charge de l'Agriculture, Pêche, Elevage, Développement Rural et Environnement

La délégation conduite par le Coordonnateur National REDD+ a été reçue par Monsieur le Ministre, S.E. Milton LONU LONEMA, pour une prise de contact. Après présentation des objectifs et des résultats attendus de la mission, le Ministre a apprécié l'initiative et a souhaité que l'accompagnement de la partie provinciale soit garanti pour la bonne réussite de cette mission et a pris des dispositions pour conduire la délégation auprès du Gouverneur de Province.



❑ Visite chez Monsieur le Gouverneur de la Province Orientale

La délégation conduite par le Ministre Provincial en charge de l'Environnement a été reçue par le Gouverneur de la Province Orientale S.E. Jean Saïdi BAMANISA. Le Ministre a introduit la délégation auprès du Gouverneur, ensuite a passé la parole au Coordonnateur National REDD+ qui a présenté les objectifs de la mission ainsi que ses résultats attendus, tout en précisant que la RDC est un des deux pays choisis dans le cadre du projet régional REDD+ (PREREDD+) pour les échanges d'expériences sud-sud portant sur les projets de mise en œuvre du processus REDD+. Ce qui explique le choix de la Province Orientale, une des grandes provinces forestières de la RDC au sein de laquelle s'exécutent deux projets pilotes REDD+ (Projets pilotes géographiquement intégrés d'Isangi et Mambasa).

Le Gouverneur a souhaité la bienvenue à la délégation en exprimant sa satisfaction pour le choix de sa Province tout en indiquant tous les efforts qui sont faits au niveau de sa juridiction pour, non seulement lutter contre l'exploitation illégale des ressources forestières, mais aussi pour renforcer la gouvernance forestière qui permette à l'Etat de récupérer ses revenus provenant de ce secteur important de l'économie provinciale.

Il a rappelé que la réussite du processus REDD+, ainsi que celle des projets pilote dépend d'une part de l'appropriation au niveau local tant des autorités politiques locales que des parties prenantes et d'autre part de l'implication de toutes les parties prenantes à travers des consultations inclusives.

Compte tenu de l'urgence de la question, il a souhaité que tout soit fait beaucoup plus rapidement car pour lui, « *plus on perd du temps, plus la déforestation gagne du terrain et moins efficaces seront les réponses* ».

Il a ensuite souligné sa participation en tant que Député National aux échanges sur la mise en place du processus REDD+ en RDC.

Il a ensuite demandé à avoir plus d'informations sur l'état d'avancement du projet d'Isangi. Le Coordonnateur d'OCEAN a présenté la fiche technique du projet tout en indiquant les défis et contraintes de mise en œuvre ayant entraîné des retards d'exécution significatifs étant donné que le projet est à 10 mois de sa clôture avec juste 24% de décaissement.

Il a enfin décidé de joindre une équipe provinciale d'accompagnement composée de son conseiller en environnement, celui du Ministre en charge de l'environnement ainsi que du point focal provincial REDD+, confirmant ainsi son souci d'appropriation au niveau local.

d) 4^{ème} Journée, 14 Août 2013



☐ Séance de travail avec les porteurs de projets

Une séance de travail regroupant la délégation, les porteurs de projets et les parties prenantes a été organisée sur l'exécution des projets pilotes de Mambasa et d'Isangi, mis en œuvre respectivement par WCS et OCEAN.

Priorité a été donnée à la présentation de l'expérience du projet Mambasa compte tenu du fait que la mission ne pouvait pas s'y rendre à cause de l'éloignement du site et des contraintes logistiques et financières.

Le Coordonnateur du Projet Mambasa, Jean-Rémy MAKANA, ainsi que les partenaires de mise en œuvre ont présenté le projet pilote REDD+ Mambasa. Ce projet est décliné en quatre (4) composantes dont certaines sous-composantes sont exécutées par des consultants nationaux désignés qui se chargent respectivement de :

- La sous-composante « aménagement du territoire » dans la composante A, par l'Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées (OSAPY) ;
- La sous-composante « Information, éducation et communication (IEC) » dans la composante A par le Conseil pour la Défense des Droits des Communautés et la Protection de l'Environnement (CDPE) ;
- Toutes les sous-composantes de la composante C « Suivi écologique, socio-économique et données de référence » par l'Université de Kisangani (UNIKIS).

Les principales leçons apprises par les partenaires du projet pilote de Mambasa qui ressortent de ces exposés sont les suivantes :

- La mise en œuvre de la Stratégie de communication doit être un préalable à toutes les activités pour mieux impliquer les parties prenantes (communautés et autorités locales) et permettre une appropriation du processus au niveau sous-national ;
- La formation technique des équipes de coordination en début du processus est préalable à la mise en œuvre des projets pilotes ;
- La reconstruction des institutions du pays, des infrastructures de base et la consolidation de l'intégrité territoriale constituent une condition nationale importante pour la mise en œuvre efficace de la REDD+;
- La lutte contre la pauvreté et l'accès de l'ensemble de la population aux services sociaux de base constituent également un des critères de réussite de la mise en œuvre des activités liées à la REDD+.

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des différentes sous-composantes du projet sont entre autres :

- Le non respect du chronogramme de la mise en œuvre des activités dû à la lenteur dans le processus de décaissement des fonds ;
- La lourdeur et la complexité des procédures en générale et celle de passation des marchés d'acquisition des biens et matériels en particulier surtout avec le décès du Task Team Leader de la BAD basé à Kinshasa ;
- Les retards dans les acquisitions de matériels / équipements ;
- Le problème de leadership technique au niveau national et local ;
- L'insuffisance du transfert de capacité entre les experts internationaux et les acteurs locaux ;
- Le montage institutionnel inadéquat des contrats avec les différents partenaires de mise en œuvre.

Après ces éclaircissements sur le projet pilote Mambasa, les participants issus des pays de la COMIFAC ont engagé la séance des discussions dont le contenu est en annexe 3.



❑ **Départ de Kisangani pour Isangi par vedette**

Initialement, la délégation devait partir de Kisangani à bord de véhicules de terrain, mais compte tenu de la panne du Bac de traversée, l'option de location d'une vedette s'est imposée.

❑ **Présentation des civilités à l'Administrateur du Territoire**

Arrivée à Isangi, la délégation a présenté ses civilités au Représentant de l'Administrateur du Territoire.

❑ **Séance de travail avec les porteurs du projet pilote Isangi**

Le Coordonnateur du Projet Isangi, Cyrille ADEBU a présenté le projet qui est décliné en quatre (4) composantes dont certains sont exécutées par des consultants nationaux désignés :



- Les sous-composantes «Information, éducation et communication (IEC)» de la composante A et «renforcement des capacités et accompagnement des communautés sur les alternatives agropastorales» de la composante B par Programme d'Education pour la Protection et la Conservation de la Nature (PCN) ;
- Toutes les sous-composantes de la composante «Suivi écologique, socio-économique et données de référence» par l'Université de Kisangani (UNIKIS).
- La sous-composante «moyens de subsistance et de développement économique» par IFA ;
- La composante «appui à l'agroforesterie communautaire» par INERA.

Des différentes présentations il ressort que le projet a connu les mêmes difficultés que celles rencontrées dans la mise en œuvre du projet Mambasa avec quelques spécificités dont :

- La méfiance des populations liées aux manipulations politiques ;
- Les conflits de toute part (séquestration des deux véhicules du projet, conflit des terres dans certains endroits, etc.)
- La diminution de la crédibilité au niveau local due aux retards dans les décaissements ;
- Les problèmes logistiques liés à l'accessibilité des sites du projet.

C'est sur ces échanges et discussions que la journée du 14 Août 2013 a pris fin à 22h00.

e) 5^{ème} Journée, 15 Août 2013

☐ Séance de travail avec le Conseil Agricole Rural de Gestion (CARG)

Le Coordonnateur du Projet Isangi a brièvement introduit le Comité puis, ses membres ont présenté leurs activités. La présentation était axée sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités :

- Confusion par les villageois entre les actions du projet pilote REDD+ et celles d'accaparement de leurs terres ;
- Les manipulations des hommes politiques qui véhiculent des faux messages ;
- Les rivalités entre villages et entre communautés qui sont souvent exacerbées dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- Le retard des décaissements par rapport à la structuration des organisations paysannes rend les paysans méfiants vis-à-vis des promesses du projet.



☐ Réunion au village Lilanda

Après les échanges avec le CARG, la délégation s'est rendue au village Lilanda, un des villages hôte du projet suivi par UNIKIS pour l'évaluation du stock de carbone. La délégation a eu une réunion de prise de contact et d'explication avec les populations riveraines du projet, en langue locale (Lingala).

Le Coordonnateur National REDD+ a introduit la mission et a fait comprendre aux populations leur rôle prépondérant dans la mise en œuvre de la REDD+, dans la stabilisation du climat mondial et dans la préservation de la forêt. A ce sujet, le discours était celui de dire « *un arbre est mieux debout que coupé* ».

Ensuite les populations ont fait part de leurs difficultés dans le suivi du projet :

- Le temps consacré au suivi des activités du projet ne permet pas aux accompagnateurs de réaliser leurs propres activités ;
- La prise en charge financière pendant les activités est insuffisante.

☐ Visite du dispositif d'évaluation de stock de carbone à Lilanda



Le dispositif d'évaluation des stocks de carbone a été mis en place par UNIKIS. Il est prévu au total 300 parcelles à installer dont 160 en forêt primaire, 70 en forêt secondaire et 70 dans les jachères. La parcelle N°48 visitée est située en zone de forêt primaire à environ 7km du village Lilanda.

Monsieur Faustin BOYEMBA, professeur à l'UNIKIS et responsable de cette activité, a expliqué à la délégation, les différentes méthodologies employées pour le choix des sites, la disposition des placettes, les méthodologies et dispositifs de collecte des DBH

et hauteurs d'arbre. Après ces explications, la délégation a procédé à un échange à travers une séance de question-réponse. C'est sur cette discussion qu'a pris fin la visite des parcelles expérimentales d'évaluation des stocks de carbone.

❑ Retour sur Kisangani

Compte tenu de l'heure tardive à laquelle la visite de terrain a pris fin, le retour sur Kisangani par la



vedette n'étant plus possible, s'est effectué par route à bord d'un véhicule de location, puis par pirogue pour la traversée sur la rivière Tshopo.

f) 6^{ème}

Journée, le 16 Août
2013

❑ Débriefing au Ministre Provinciale en charge de l'environnement

Contrairement aux prévisions de l'agenda, l'emploi de temps du Ministre Provinciale en charge de l'environnement qui préparait son déplacement sur Kinshasa, ne lui a pas permis de disposer du temps pour le débriefing de la mission.

❑ Retour sur Kinshasa

La délégation a quitté Kisangani pour Kinshasa vers 16h30.

g) 7^{ème} Journée, 17 Août 2013

Cette journée a été consacrée à la finalisation et la validation du Rapport de mission, ainsi que l'évaluation de celle-ci à la CNREDD.

7. Leçons apprises et recommandations

❑ Implication et appropriation des parties prenantes

La faible implication et le manque d'appropriation déplorés aussi bien par les autorités politiques locales que par les communautés locales ont un impact négatif sur la réussite des projets.

Il est recommandé à ce sujet de développer des stratégies qui assurent une implication et une appropriation efficaces des parties prenantes et qui entraînent leur engagement dans la mise en œuvre du processus et des projets de terrain.

❑ Communication et consultation

La délégation a déploré un déficit de communication et une insuffisance des consultations des parties prenantes en général et des populations en particulier, qui ont des impacts sur la compréhension du mécanisme REDD+ et sur la mise en œuvre des projets.

Il est recommandé d'élaborer des stratégies de communication et de consultations préalablement à la mise en œuvre des projets qui tiennent compte des spécificités de chaque cible.

❑ Recommandations

Au sujet du montage institutionnel des projets, il faudrait que les porteurs de projet s'assurent qu'ils ont bien clarifié les rôles des uns et des autres et surtout que les tâches soient bien précisées dans les contrats.

Pour ce qui concerne le renforcement des capacités nationales affectées aux projets, il est important de profiter au maximum de la présence des experts internationaux pour élaborer des stratégies de transfert de compétences.

Les procédures de mise en œuvre des activités doivent prendre en compte les différentes lourdeurs administratives des bailleurs de fonds et surtout les porteurs de projet doivent s'assurer qu'ils connaissent les procédures et les respectent.

Pour la gestion des conflits intercommunautaires, il faut surtout faire une étude préalable destinée à déterminer les forces en présence, le rapport de force dans chaque village et regrouper les différentes parties en conflit pour les habituer à travailler ensemble.

Faire attention au choix des logiciels de gestion financière car certains ne sont pas compatibles avec les standards internationaux proposés par les bailleurs tandis que d'autres sont très complexes d'utilisation et demandent d'assurer le renforcement des capacités des équipes chargées de les utiliser.

Pour l'utilisation des images satellitaires pour la cartographie et le SIG, il est préférable d'utiliser des images orthorectifiées (Voir ASTRUM).

8. Conclusion

L'agenda de la visite de terrain ne s'est pas complètement épuisé du fait que les délais des visites étaient trop courts. Les difficultés liées au transport ont permis de réaménager cet agenda et finalement la radio locale et la station de multiplication des boutures de manioc pour l'agroforesterie n'ont pas été visitées. La visite de ces deux structures à Yangambi pouvait donner plus de visibilité aux participants en adéquation à la mise en œuvre des projets pilotes.

L'évaluation de la mission a permis de relever certains points qui méritent beaucoup d'attention lors des prochaines missions similaires :

- Les matériels et équipements de protection pour le terrain ;
- Une meilleure organisation et coordination de la logistique notamment le transport ;

La mission s'est déroulée sans incident. Les participants sont repartis avec beaucoup de leçons apprises qu'ils pourront appliquer dans leur travail quotidien et pour le développement des projets pilotes REDD, notamment l'implication et l'appropriation des parties prenantes et la communication qui constituent les clés de voûte d'un succès de projet REDD+, mais aussi, la nécessité d'un véritable accompagnement par les partenaires financiers pour une exécution effective des programmes selon les prévisions.

Ils remercient le projet REDD+/COMIFAC/Banque Mondiale d'avoir organisé cette mission de partage pour capitaliser les expériences de la RDC sur les projets pilotes REDD+ et souhaitent très prochainement vivre les expériences réussies d'autres continents. Ils remercient également le Gouvernement Congolais pour avoir accepté cette mission et particulièrement M. Vincent KASULU, SG Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, le Gouverneur de la Province Orientale S.E. Jean Saïdi BAMANIS, les autorités locales et la CNREDD pour les appuis multiformes pour la logistique.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste de présence

N°	Nom et prénoms	Fonction Organisation et pays	Contacts
1.	Hervé MAÏDOU	Coordonnateur du Projet Régional REDD+ COMIFAC	herve_maidou@yahoo.fr
2.	Victor KABENGELE	Coordonnateur National REDD+ RD Congo	abckab@gmail.com
3.	Ruffine Roseline DJEUTCHOU	Chargé de la Communication, Coordination Nationale REDD+, Cameroun	redd_minep@yahoo.fr
4.	Téclaire NGOH NJOUME	Membre de l'Equipe MNV, Coordination Nationale REDD+, Cameroun	tciaire2012@yahoo.fr
5.	Antonio MICHA ONDO	Point Focal National Lutte contre la Désertification et Membre de l'équipe REDD+, Guinée Equatoriale	ammicha025@gmail.com
6.	Gabriel NGUA AYEKABA	Président de l'ONG ANDEGE, Représentant de la société civile, Guinée Equatoriale	boscuyami2005@yahoo.es
7.	Protet ESSONO ONDO	Brainforest, Représentant de la société civile dans le cadre des négociations CCNUCC, Gabon	essono.ondopi@gmail.com
8.	Blandine GAHORO	Responsable du volet SESA de la CNREDD+ République Centre Africaine (RCA)	bpdeali@yahoo.fr
9.	BIA Philomène Anicette	Présidente de l'ONG Femmes et Environnement, Représentant de la société civile au sein de la CNREDD+ République Centre Africaine (RCA)	bata_gbako@yahoo.fr
10.	Patrick BISIMWA	Chargé de Projet National au sein de la CNREDD+, RDC	patbisimwa@yahoo.fr

Annexe 2 : Programme Final adopté et réalisé

Jour et date	Heures	Activités	Observation
Lundi 12/08/2013	11h30 -13h 13h-14h	Visite de la CN REDD Visite de courtoise à Mr le Secrétaire Général	
Mardi 13/08/2013	8h 12h30- 14h-14h30 15h-17h	Départ de l'aéroport de Ndjili Kinshasa Arrivée à l'aéroport de Bangboka Kisangani Installation des visiteurs à l'Hôtel Présentation des civilités et Briefing à SE Mr le Ministre Provincial en charge de l'Environnement et à S.E Mr le Gouverneur	
Mercredi 14/08/2013	8h-11h30	Séance de travail de la Délégation COMIFAC avec les équipes des projets REDD ISANGI et MAMBASA, Conseiller du Gouverneur chargé de l'Environnement, les Experts du Ministère Provincial de l'Environnement, le Coordonnateur Provincial de l'Environnement et le PFP/REDD+, à la salle des réunions de TROPENBOS : - Synthèse des objectifs et des résultats de deux projets par les Porteurs (Isangi & Mambasa) - Quelques réalisations spécifiques par les partenaires (INERA, PCN, IFA, UNIKIS, etc.)	Trente participants
	14h	Départ de Kisangani pour ISANGI	
	18h	11 personnes de la délégation, le Conseiller du Gouverneur, le Conseiller du Ministre, le PFP/REDD+, 7 de l'équipe projet ISANGI	
	19h	Arrivée et installation au Couvent des Sœurs	
	20h-22H	Présentation de civilités à l'Administrateur du Territoire d'Isangi	
		Séance de travail avec l'équipe de gestion du projet Pilote REDD+ Isangi (Organisation Congolaise des Ecologistes et Amis de la Nature, UNIKIS)	
Jeudi 15/08/2013	8h-9h 10h30-13h	Séance de travail avec CARG, salle de réunion du Couvent des Sœurs, Echanges sur le processus d'aménagement du territoire et des questions de sécurisation foncière Escale à Lilanda : Prise de contact avec les bénéficiaires à Lilanda Visite du dispositif d'évaluation de stock de carbone à Lilanda (parcelles d'inventaire mises en place par UNIKIS)	CARG conseil Agricole régional de gestion Tenue de terrain obligatoire (bottes, jeans, imperméable)
	13h30-18h	Retour à Kisangani	
Vendredi 16/08/2013	9h -11h	Débriefing de la Délégation COMIFAC avec SE Mr le Ministre Provincial en charge de l'Environnement	
	11h	Préparatifs de retour sur Kinshasa	

Annexe 3 : rapport de la séance de discussion

Participant	Questions	Réponses
	Projet pilote Mambassa	
Philomène RCA	<p>Pourquoi n'avez-vous pas pris en compte l'exode rural dans les causes de la déforestation ?</p> <p>La prise en compte du genre n'a pas été effective dans le processus ?</p>	<p>L'exode rural dû aux guerres est une réelle cause de déforestation, mais elle a été considérée comme cause indirecte</p> <p>Oui, le genre a été pris en compte dans la conception du projet, mais les réalités sur le terrain sont autres</p>
Antonio Guinée Eq	<p>Quels sont les aspects clés qui ont été pris en compte dans les séances de renforcement des capacités techniques ?</p> <p>Si les images ont un coût élevé comme annoncé dans l'exposé, est-ce dire que le pays n'a pas signé des accords pour l'acquisition des images satellitaires à coût réduit avec certains partenaires ?</p>	<p>Ils ont pris en compte les aspects administratifs et de gestion du projet au niveau central et pas au niveau local.</p> <p>Pour les images, il existe un contrat entre la RDC et ASTRIUM.</p>
Gabriel Guinée Eq	<p>Dans les résultats présentés, le projet annonce déjà une réduction de 50% de la déforestation, est-ce un chiffre raisonnable en 2 ans de mise en œuvre ?</p>	<p>Les 50% c'est un résultat attendu à la fin du projet. Pour le moment, on n'a pas encore évalué la mise en œuvre, mais l'état des décaissements indique 24% d'exécution.</p>
Blandine RCA	<p>Est-ce que l'exploitation minière artisanale est un réel facteur de déforestation ? Si oui, quel système de compensation a été mis en place au moment de déplacement des artisans miniers ?</p> <p>Vu que l'Etat est propriétaire des forêts et qu'il ne concède qu'aux populations ayant un droit jouissance, avez-vous été confrontés à des conflits fonciers surtout que certains héritiers des parcelles forestières s'estiment propriétaires ?</p>	<p>Ce n'est pas une cause importante de déforestation pour le moment.</p> <p>A ce jour, aucun conflit foncier n'a été recensé, mais sinon, le projet dispose d'un comité de résolution des conflits</p>
Rufine Cameroun	<p>Est-ce que la Gestion durable des Forêts se limite au micro zonage dans le cadre de ce projet ?</p> <p>Vous dites qu'au niveau national, il y a une grande équipe et au niveau local il manque du personnel. Le RPP n'a-t-il pas prévu la décentralisation des équipes au niveau provincial ?</p> <p>Est-ce que les drivers de la déforestation ont été classifiés selon des données précises ?</p> <p>Comment avez-vous identifié les représentants des communautés ? Et comment vous-vous assurer que les leaders locaux restituent les informations fidèlement ?</p>	<p>Non, le micro zonage est juste la 1^{ère} étape du processus qui permet d'allouer les espaces aux activités. Ensuite on va mettre en œuvre les activités de Gestion Durable des Forêts</p> <p>OUI le R-PP avait prévu mais ça ne reste que des prévisions. Le problème ne se situe pas dans la conception mais dans la mise en œuvre. Il existe des points focaux provinciaux mais avec des moyens très limités</p> <p>Oui, il y a eu 3 études préalables et les causes ont été classifiées comme telles que présentées dans l'exposé</p> <p>Le projet a d'abord identifié les communautés et celles-ci délèguent des représentants choisis avec l'appui des leaders locaux.</p> <p>Pour les feedbacks le projet prend en charge une prime pour que ces</p>

		représentants fassent leur travail de représentation des intérêts des communautés et de feedback des activités du projet vers la communauté. Dans la stratégie de communication de ce projet pilote, les autorités locales sont utilisées comme des mobilisateurs des populations locales. Si la stratégie de communication est élaborée en fonction de l'observation des drivers à priori sur le terrain, les PA ne devraient pas être concernés par la stratégie IEC. Mais dans le cadre de ce projet, les PA sont utilisés comme modèles à suivre. Ils sont mobilisés pour que leurs savoirs endogènes soient valorisés comme « best practices ». Mais aussi, on les contacte pour rendre le mécanisme inclusif et toucher de potentiels points que l'observation à priori n'avait pas pris en compte.
	Quelle stratégie de communication avez-vous adopté en direction des autorités Vous avez axé le maximum de vos activités IEC vers les peuples autochtones, ce qui n'est pas en adéquation avec vos drivers de la déforestation. Comment vous expliquer cela ?	La méthodologie des parcelles a été utilisée en tenant compte de la superficie, de la zone du projet, de la variabilité écologique au niveau de chaque strate et de l'altitude. La superficie de forêts primaires est plus élevée que celle des autres forêts et c'est la raison pour laquelle ont a plus des parcelles de blocs d'inventaires dans les forêts primaires. C'est l'UNIKIS qui est chargée de la composante suivi écologique. un enseignant de l'UNIKIS et 15 techniciens locaux ont bénéficié d'une formation et d'un renforcement de capacité en MRV
Téclair Cameroun	Qu'elle est la méthodologie que vous avez utilisée pour identifier les parcelles des blocs d'inventaire. Comment vous impliquer les communautés locales dans le MRV surtout dans la mesure et le suivi de stock de carbone ? Pour développer votre scénario de référence, qu'elle année de référence avez-vous utilisé étant donné que vous n'avez pas d'images satellitaire de la zone du projet de l'année 2012 et 2000 ? A quelle niveau êtes vous avec le développement des indicateurs sur le couver forestier ?	L'année de référence choisie est 2012 bien qu'on a que des images de 2010 et que sur le terrain on remarque une grande différence entre 2010 et 2012 Il ya des activités qui sont menées pour définir les indicateurs (suivi de la végétation et socio économique). Le suivi des aspects socio économique pose un problème parce qu'il n'ont pas encore les données
		Projet pilote Isangi
Antonio Guinée Eq	Quels sont les critères établis pour le choix des sites objet de projets pilotes ? Quels sont les principales causes des conflits de terre ?	Les critères sont les niveaux de déforestation, les pressions sur les formations forestières, les différents drivers de la déforestation Les principales causes sont liées au droit Foncier et les problèmes au droit d'usage de la forêt.
Philomène, RCA	Malgré le nombre de séances de sensibilisation sur la REDD+ en direction des populations, pourquoi leur compréhension est difficile ? Quels sont les avantages que vous avez tirés de la mise en œuvre de votre activité ?	Dans les deux villages, les conflits fonciers existants entre les communautés favorisaient une certaine méfiance et empêchaient une meilleure compréhension du processus Les populations comprennent mieux l'importance de la forêt et de la lutte contre les changements et de ce fait une compréhension progressive de la

		REDD+
Gabriel Guinée Eq	<p>Vous n'avez pas prévu l'estimation du carbone souterrain comment faire donc une bonne évaluation du stock de carbone ?</p> <p>Quelle équation allométrique (EA) sera utilisée compte tenu du fait que l'Afrique Centrale n'a pas encore défini ses EA spécifiques ?</p>	<p>Dans le cadre de ce projet, l'estimation du carbone souterrain n'a pas été prévue faute de matériel (balance de 200kg) et de capacités techniques</p> <p>La question a été posée au bailleur de fonds (BAD) car pour développer une EA propre, il faut des moyens techniques, matériels et financiers importants. Si le bailleur de fond ne répond pas favorablement, le projet utilisera les EA existants</p>
Protet GAbon	<p>Quels sont les critères d'identification des zones pilotes si on peut déjà avoir deux projets identiques dans la même province ?</p>	<p>Dans la même province, les deux sites présentent des paysages différents que ce soit géographiquement et culturellement. Dans ce contexte, la localisation du projet et les types de drivers de la déforestation ont été déterminant dans le choix de sites</p>
Téclair Cameroun	<p>Qu'elle est l'approche utilisée pour gérer les conflits entre les deux villages Yaékéla et Lilanda ?</p> <p>Comment avez-vous réussi à convaincre la population à réduire la déforestation dans leur village ?</p>	<p>Des réunions mixtes sont organisées entre les deux communautés par le porteur de projet pour les amener à travailler ensemble</p> <p>En renforçant leurs capacités sur de nouvelles techniques agricoles et en les aidant à avoir une meilleure production agricole dans faire pression sur la forêt.</p>
Rufine Cameroun	<p>Vous avez parlé de l'achat des panneaux solaires dans le projet d'Isangi, à quoi sert cet investissement</p>	<p>L'achat des panneaux solaires répond au souci de fournir à l'équipe de terrain, une source d'énergie alternative pour permettre un bon fonctionnement de la base du projet.</p> <p>Il faut noter quand même que les panneaux solaires achetés ne sont pas fonctionnels, parce que le montage du projet n'avait pas budgétisé l'installation et le fonctionnement de ces équipements.</p>
	<p>Pourquoi avoir spécialement choisi de renforcer les capacités sur le logiciel TOMPRO, pourquoi pas d'autre logiciel de Gestion</p>	<p>Au départ, le projet avait sollicité travailler avec SAGE et SARI comme logiciel de gestion financière, mais pour des besoins de compatibilité avec les logiciels du bailleur, la BAD, c'est finalement TOMPRO qui a été utilisé malgré sa complexité.</p>
	<p>Est-ce qu'il existe des incompréhensions liées aux retombées de la REDD+ au niveau des communautés ?</p>	<p>Les villageois, se disant des ayant droits de la forêt, pensent toujours que le projet pilote doit distribuer l'argent au point de faire des pressions sur l'équipe du projet pour la signature des contrats de marchandage.</p>